

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 2044

[2005/202130]

**14 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Code de l'eau  
en ce qui concerne les conditions de la distribution publique de l'eau en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de l'eau, notamment les articles D.194 à D.209 et D.228 à D.233. relatifs aux conditions générales de la distribution publique de l'eau en Wallonie ainsi qu'à la tarification et la facturation de l'eau;

Vu l'avis du Comité de contrôle de l'eau du 11 mai 2004;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution du 18 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 6 mai 2004;

Vu l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau du 18 mai 2004;

Vu l'avis de la s.a. Aquawal du 4 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu le 30 juin 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est inséré dans le titre I<sup>er</sup> de la partie III de la partie réglementaire du livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, coordonné le 3 mars 2005, un chapitre IVbis intitulé "Conditions de la distribution publique de l'eau en Région wallonne" et comprenant les articles R.270bis à R.270bis-18, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IVBIS. — *Conditions de la distribution publique de l'eau en Région wallonne*

*Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application*

**Art. R. 270bis.** Le présent chapitre précise la relation juridique entre le distributeur, d'une part, et l'abonné et l'utilisateur, d'autre part, ainsi que les conditions de la mission de service public du distributeur.

*Section 2. — Conditions d'implantation du raccordement et altération des scellés*

**Art. R. 270bis - 1.** Le tracé de tout nouveau raccordement doit se faire perpendiculairement à l'axe de la voirie sur le domaine public, sur le domaine privé ainsi que sur les terrains privés. En cas de difficulté technique majeure ou coût exorbitant lors du placement ou remplacement du raccordement, le distributeur peut, en accord avec l'abonné, y procéder suivant un autre tracé.

Un robinet de voirie peut être placé sur le raccordement. L'emplacement du compteur à l'intérieur du bâtiment se situe près du mur de façade, au plus près de la voirie.

Le compteur est placé de manière à en faciliter l'accès, le relevé d'index, la surveillance, le fonctionnement régulier, le remplacement, la réparation.

Le compteur est placé dans un local de l'immeuble. Si aucun local de l'immeuble ne permet de rencontrer les conditions ci-avant ou si le recul de l'immeuble est supérieur à 20 mètres par rapport au domaine public, le compteur est placé dans une loge prévue à cet effet. Dans le cas de circonstances techniques dûment justifiées, le distributeur peut déroger à ce principe sur base conventionnelle avec l'abonné.

Le placement de compteurs individuels dans un immeuble requiert la mise à disposition d'un local technique unique pour installer ceux-ci.

**Art. R. 270bis - 2.** Le distributeur détermine le type et le calibre du compteur en fonction des besoins de l'abonné ou de l'utilisateur et des prescriptions techniques.

**Art. R. 270bis - 3.** En cas de demande par l'abonné d'une alimentation en eau pour l'extinction des incendies, le distributeur effectue un double raccordement : le premier destiné à la consommation humaine, le second exclusivement destiné à l'extinction. Pour ce second raccordement, les débit et pression demandés par le Service régional d'incendie compétent ne sont pas garantis par le distributeur.

**Art. R. 270bis - 4.** Altération des scellés

En cas d'altération des scellés, outre les éventuelles consommations frauduleuses, l'abonné ou l'utilisateur doit acquitter une indemnité forfaitaire de 100 euros, sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

Préalablement, le distributeur informe l'abonné ou l'utilisateur que celui-ci a la possibilité de faire valoir ses explications.

Lorsque l'altération n'est pas le fait d'un acte intentionnel ou de négligence de la part de l'abonné ou de l'utilisateur, l'indemnité forfaitaire ne lui est pas applicable.

*Section 3. — Changement d'abonné*

**Art. R. 270bis - 5.** En cas de changement d'abonné de l'immeuble raccordé, l'ancien et le nouveau titulaire de droits réels sont tenus :

- d'en informer le distributeur dans les huit jours calendrier suivant la date de l'acte notarié de vente;
- parallèlement, de communiquer le ou les index sur base d'une procédure contradictoire ou de solliciter au même moment un relevé par un agent du distributeur.

A défaut de satisfaire à ces conditions, l'ancien et le nouveau titulaire de droits réels seront solidairement et indivisiblement tenus au paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index ayant donné lieu à facturation.

#### Section 4. — Distribution publique

##### Art. R. 270bis - 6. Conditions d'un approvisionnement régulier

Le distributeur garantit une pression statique au compteur de 2 à 10 bars, hors écart et cas isolé.

Le distributeur garantit au compteur un débit minimum de 300 litres/heure dans les conditions habituelles d'exploitation du réseau, sauf disposition prise par le distributeur conformément aux articles R.314, 2<sup>e</sup> alinéa et R.320, § 4, du Code de l'eau, relatifs au fonds social de l'eau en Région wallonne.

En cas d'interruption du service excédant huit heures consécutives, en ne comptabilisant pas les heures comprises entre 22 heures et 6 heures du matin, des moyens alternatifs d'alimentation sont mis en œuvre par le distributeur.

Le distributeur est tenu d'effectuer le relevé des raccordements qui ne répondent pas aux conditions d'un approvisionnement régulier pour fin 2006.

Il établit un programme de mise en conformité de tous ces raccordements aux conditions précitées. Il veille à l'exécution de ce programme dans les plus brefs délais. Il en détermine le calendrier de réalisation.

Le relevé des raccordements qui ne répondent pas aux conditions d'un approvisionnement régulier et le programme des mises en conformité des raccordements aux conditions précitées sont transmis au Comité de contrôle de l'eau pour fin 2006. Ce Comité fait rapport au Ministre ayant l'eau dans ses attributions pour le 31 mars 2007.

La mise en conformité des raccordements doit être réalisée pour le 31 décembre 2015. Sur base d'une demande dûment motivée, le Ministre ayant l'eau dans ses attributions peut, après consultation de l'administration et du Comité de contrôle de l'eau, accorder un délai complémentaire de cinq ans. Cette dérogation est renouvelable une seule fois.

##### Art. R. 270bis - 7. Interruption de service - Dispositions particulières

L'interruption du service se fait par fermeture du robinet de voirie, par fermeture et scellement du robinet avant compteur ou par bouchonnage de la prise en voirie.

Lorsque la distribution a été interrompue par le fait ou par la faute de l'utilisateur ou de l'abonné, elle est rétablie, à sa demande et à ses frais, après qu'il se soit acquitté de toutes ses obligations envers le même distributeur, sans préjudice du droit à la distribution pour un nouvel usager.

##### Art. R. 270bis - 8. Présentation de la facture

La facture de régularisation annuelle détaille au minimum :

- le nom et l'adresse du destinataire;
- le lieu de fourniture;
- un historique des consommations avec un histogramme des consommations (trois ans minimum);
- le numéro de compteur;
- la période de consommation;
- l'ancien et le nouvel index;
- le calcul du montant de la facture reprenant distinctement au moins les éléments suivants :
  - la redevance;
  - le prix des consommations, avec le détail de la structure tarifaire;
  - les montants du C.V.D. et du C.V.A.;
  - le montant de la contribution au Fonds social de l'eau;
  - la T.V.A.;
  - le montant total de la facture à payer;
- en cas de modification de tarif pendant la période de consommation couverte par la facture, celle-ci distinguera, par tarif, chaque période de consommation concernée;
- la date de la facture et la date ultime de paiement;
- les coordonnées du service clientèle du distributeur;
- l'identification de la station d'épuration collective qui, le cas échéant, traite les eaux usées.

La facture mentionne clairement les différents éléments du C.V.D. et du C.V.A., conformément à leur définition.

##### Art. R. 270bis - 9. Indemnisation du distributeur pour la perception du C.V.A.

Pour la perception du C.V.A., le distributeur est indemnisé par la Société publique de Gestion de l'Eau d'un montant forfaitaire de 2,50 euros par compteur en service. Ce montant est révisable au minimum tous les cinq ans par le Ministre ayant l'eau dans ses attributions, sur base de propositions formulées par Aquawal et la Société publique de Gestion de l'Eau.

#### Section 5. — Modalités de paiement et de recouvrement des factures

##### Art. R. 270bis - 10. Mode et délai de paiement des consommateurs

Les sommes dues en application des articles D.194 à D.209, D.228 à D.233., D.417 et D.418, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, du Code de l'eau et des présents articles sont payables au bureau des recettes du distributeur ou au compte de l'organisme financier désigné par lui.

La date ultime du paiement est indiquée sur la facture après la mention "à payer avant le...". Cette date sera postérieure d'au moins quinze jours calendrier à la date d'expédition de la facture.

##### Art. R. 270bis - 11. Rappel

En cas de non-paiement dans le délai prescrit par l'article R.270bis-10, le distributeur envoie un avis de rappel à l'utilisateur ou à l'abonné défaillant.

L'avis de rappel ne peut être envoyé qu'à partir du trentième jour calendrier suivant la date d'expédition de la facture.

Le rappel fixe un nouveau délai de paiement qui sera d'au moins dix jours calendrier à compter de la date d'émission du rappel.

Les frais de rappel mis à charge de l'utilisateur ou de l'abonné sont de quatre euros.

**Art. R. 270bis - 12. Mise en demeure**

En cas de non-paiement de la facture à l'expiration du nouveau délai fixé à l'article R.270bis-11, le distributeur envoie une lettre de mise en demeure fixant un dernier délai de paiement de cinq jours calendrier. Le montant de la facture impayée est majoré des frais engendrés par la procédure de mise en demeure. Ces frais s'élèvent au maximum aux frais de rappel majorés, le cas échéant, du coût de l'envoi recommandé.

**Art. R. 270bis - 13. Défaut de paiement**

A défaut de paiement dans le délai fixé par la mise en demeure, les sommes dues peuvent être augmentées de plein droit des intérêts légaux par mois de retard à l'expiration du délai fixé, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

**Art. R. 270bis - 14. Réclamations**

Pour être recevable, toute réclamation doit être adressée par écrit dans les quinze jours calendrier qui suivent la date d'expédition de la facture. Elle ne suspend pas l'obligation de payer les sommes réclamées.

Tout versement quelconque effectué au profit du distributeur n'est ni productif d'intérêts ni suspensif du paiement des sommes dues ou réclamées à quelque titre que ce soit.

En cas de reconnaissance de la pertinence de la réclamation, le distributeur dispose de quinze jours calendrier pour rembourser le consommateur des sommes dues.

**Art. R. 270bis - 15. Paiement des tiers**

Les paiements effectués par des tiers sont censés être effectués pour compte et à la décharge de l'utilisateur ou l'abonné.

**Art. R. 270bis - 16. Garantie**

La garantie demandée par le distributeur en vertu de l'article D.232 dernier alinéa du Code de l'eau, prend la forme d'un dépôt en espèces d'une somme équivalente au maximum au montant d'un semestre de consommations. Lors de la cessation de distribution, cette somme est restituée sous déduction éventuelle des sommes dues.

En cas de compteur raccordé sur hydrants, la garantie prévue au paragraphe précédent peut être augmentée d'une somme forfaitaire déterminée par le distributeur destinée à couvrir le coût du matériel et les risques de détérioration des installations de distribution d'eau.

*Section 6. — Protection des installations*

**Art. R. 270bis - 17.** Le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions arrête les dispositions techniques notamment relatives aux normes de protection des installations, aux loges à compteur, au schéma standard du raccordement.

Ces dispositions pourront être intégrées dans un règlement général de distribution d'eau en Région wallonne à destination des abonnés et des usagers. Ce règlement est arrêté par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions.

*Section 7. — Indexation*

**Art. R. 270bis - 18.** Les montants prévus aux articles R.270bis-4, R.270bis-9 (en ce qui concerne l'indemnisation relative à la perception du C.V.A.) et R.270bis-11 du présent chapitre sont indexés chaque année au 1<sup>er</sup> janvier, sur base de l'évolution de l'indice des prix, par référence à l'indice santé en application le 1<sup>er</sup> septembre 2005. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article R. 270bis-8 prévu à l'article 1<sup>er</sup> qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 14 juillet 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2044

[2005/202130]

**14. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Wassergesetzbuch, was die Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung in der Wallonischen Region betrifft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wassergesetzbuches, insbesondere der Artikel D.194 bis D.209 und D.228 bis D.233 über die allgemeinen Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung in der Wallonie sowie über die Tarifierung und die Fakturierung des Wassers;

Aufgrund des Gutachtens des Kontrollausschusses für Wasser vom 11. Mai 2004;

Aufgrund des Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung vom 18. April 2004;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 6. Mai 2004;

Aufgrund des Gutachtens der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) vom 18. Mai 2004;

Aufgrund des Gutachtens der s.a. Aquawal vom 4. Mai 2004;

Aufgrund des am 30. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;  
Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Titel I von Teil III des verordnenden Teils von Buch II des am 3. März 2005 koordinierten Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Kapitel IV**bis** eingefügt, dessen Überschrift „Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung in der Wallonischen Region“ ist, das die Artikel R.270**bis** bis R.270**bis**-18 enthält und das wie folgt verfasst ist:

«KAPITEL IV**BIS** - Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung in der Wallonischen Region

*Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

**Art. R. 270**bis**** - Das vorliegende Kapitel legt die rechtliche Beziehung zwischen dem Versorger einerseits und dem Verbraucher andererseits sowie die Bedingungen der Aufgabe des Versorgers als öffentliche Dienststelle fest.

*Abschnitt 2 — Bedingungen für die Einrichtung des Anschlusses und Verfälschung der Siegel*

**Art. R. 270**bis** - 1** - Der Verlauf jedes neuen Anschlusses muss senkrecht zu der Achse der Straßen ausgeführt werden, dies auf öffentlichem Eigentum, auf Privateigentum sowie auf privaten Geländen. Falls ein größeres technisches Problem oder übermäßige Kosten bei der Einrichtung oder Ersetzung des Anschlusses festgestellt werden, kann der Versorger den Anschluss gemäß einem anderen Verlauf im Einvernehmen mit dem Abnehmer vornehmen.

Der Anschluss kann mit einem Absperrhahn auf der Seite der öffentlichen Straße versehen werden. Der Zähler im Inneren des Gebäudes befindet sich nahe an der Fassadenmauer, so nah wie möglich an der öffentlichen Straße.

Der Zähler wird so angebracht, dass der Zugang zu ihm, die Verbrauchserfassung, die Überwachung, das regelmäßige Funktionieren, der Austausch, die Reparatur leicht sind.

Der Zähler wird in einem Raum des Gebäudes angebracht. Wenn den oben genannten Bedingungen in keinem Raum des Gebäudes genügt werden kann oder wenn das Gebäude mehr als 20 Meter vom öffentlichen Eigentum entfernt steht, wird der Zähler in einem zu diesem Zweck vorgesehenen Kasten angebracht. Im Falle von ordnungsgemäß begründeten technischen Umständen kann der Versorger im Einvernehmen mit dem Verbraucher von diesem Grundsatz abweichen.

Das Anbringen von getrennten Zählern in einem Gebäude erfordert die Bereitstellung eines einzigen technischen Raumes zu deren Anbringung.

**Art. R. 270**bis** - 2** - Der Versorger bestimmt den Typ und das Kaliber des Zählers unter Berücksichtigung der Bedürfnisse des Abnehmers oder des Benutzers und der technischen Vorschriften.

**Art. R. 270**bis** - 3** - Falls der Abnehmer eine Wasserversorgung für die Brandbekämpfung beantragt, installiert der Versorger einen doppelten Anschluss : der erste Anschluss ist zur Versorgung der Personen bestimmt, der zweite ist ausschließlich zur Brandbekämpfung bestimmt. Für diesen zweiten Anschluss werden die Abflussmenge und der Druck, die der zuständige regionale Feuerwehrdienst beantragt, nicht vom Versorger garantiert.

**Art. R. 270**bis** - 4** - Verfälschung der Siegel

Im Falle einer Verfälschung der Siegel muss der Abnehmer oder Benutzer zusätzlich zu dem eventuell betrügerischen Verbrauch eine pauschale Vergütung von 100 Euro zahlen, dies unbeschadet etwaiger Strafverfolgungen.

Zuvor teilt der Versorger dem Abnehmer oder Benutzer mit, dass er seine Erklärungen gelten lassen kann.

Ist die Verfälschung nicht auf Absicht oder Nachlässigkeit seitens des Abnehmers oder des Benutzers zurückzuführen, so ist die pauschale Vergütung nicht auf ihn anwendbar.

*Abschnitt 3 — Abnehmerwechsel*

**Art. R. 270**bis** - 5** - Im Falle eines Abnehmerwechsels im angeschlossenen Gebäude müssen der alte und der neue Inhaber von dinglichen Rechten :

- dies dem Versorger innerhalb von acht Kalendertagen nach dem Datum der notariellen Verkaufsurkunde mitteilen;
- parallel dazu den Zählerstand bzw. die Zählerstände auf der Grundlage eines kontradiktorischen Verfahrens mitteilen oder zur selben Zeit eine Zählerablesung durch einen Bediensteten des Versorgers beantragen.

Werden diese Bedingungen nicht beachtet, so werden der alte und der neue Inhaber von dinglichen Rechten gesamtschuldnerisch und gemeinschaftlich für die Zahlung der seit der letzten Ablesung, die Anlass zur Fakturierung gegeben hat, geschuldeten Summen aufkommen müssen.

*Abschnitt 4 — Öffentliche Versorgung*

**Art. R. 270**bis** - 6** - Bedingungen für eine regelmäßige Versorgung.

Der Versorger gewährleistet einen statischen Druck am Zähler von 2 bis 10 bar, dies außer bei Ausnahmeabweichungen und -fällen.

Der Versorger gewährleistet eine minimale Abflussmenge am Zähler von 300 Litern/Stunde unter den üblichen Betriebsbedingungen des Netzes, dies sofern es keine andere durch den Versorger gemäß den Artikeln R.314, Absatz 2 und R.320, § 4 des Wassergesetzbuches, die den Sozialfonds für Wasser in der Wallonischen Region betreffen, gefasste Bestimmung gibt.

Wird die Versorgung mehr als acht aufeinanderfolgende Stunden lang unterbrochen, wobei die Stunden zwischen 22 Uhr und 6 Uhr morgens nicht gezählt werden, so werden alternative Versorgungsmittel durch den Versorger eingesetzt.

Der Versorger muss eine Liste der Anschlüsse erstellen, die bis Ende 2006 den Bedingungen für eine regelmäßige Versorgung nicht genügen werden.

Er erstellt ein Programm in Bezug auf die Anpassung all dieser Anschlüsse an die vorerwähnten Bedingungen. Er sorgt für die Durchführung dieses Programms innerhalb der kürzesten Fristen. Er bestimmt dessen Durchführungszeitplan.

Die Liste der Anschlüsse, die den Bedingungen für eine regelmäßige Versorgung nicht genügen, und das Programm der Anpassungen dieser Anschlüsse an die vorerwähnten Bedingungen werden dem Kontrollausschuss für Wasser bis Ende 2006 übermittelt. Dieser Ausschuss berichtet dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, bis zum 31. März 2007.

Die Anpassung der Anschlüsse muss vor dem 31. Dezember 2015 durchgeführt werden. Auf der Grundlage eines ordnungsgemäß begründeten Antrags kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, nach Beratung mit der Verwaltung und dem Kontrollausschuss für Wasser eine zusätzliche Frist von fünf Jahren gewähren. Diese Abweichung ist nur einmal erneuerbar.

**Art. R. 270bis - 7 - Unterbrechung der Versorgung - Sonderbestimmungen**

Die Unterbrechung der Versorgung geschieht durch Zudrehen des auf der Seite der öffentlichen Straße befindlichen Absperrhahns, durch Zudrehen und Versiegeln des vor dem Zähler befindlichen Hahns oder durch Zustopfen der auf der Seite der öffentlichen Straße befindlichen Entnahmestelle.

Wenn die Versorgung aufgrund der Tat oder der Schuld des Benutzers oder des Abnehmers unterbrochen ist, wird sie auf dessen Antrag und Kosten wiederhergestellt, nachdem er all seinen Verpflichtungen demselben Versorger gegenüber nachgekommen ist, dies unbeschadet des Rechtes auf die Versorgung für einen neuen Benutzer.

**Art. R. 270bis - 8 - Aufmachung der Rechnung**

Die jährliche Endabrechnung enthält mindestens :

- den Namen und die Anschrift des Empfängers;
- den Ort der Versorgung;
- eine Vorgeschichte des Verbrauchs mit einem Histogramm des Verbrauchs (mindestens drei Jahre);
- die Nummer des Zählers;
- den Verbrauchszeitraum;
- den alten und den neuen Zählerstand;
- die Berechnung des Rechnungsbetrags, in der mindestens folgende Angaben stehen :
- die Gebühr;
- der Preis der verbrauchten Menge mit der detaillierten Angabe der Tarifstruktur;
- die Beträge des TKV und des TKAR;
- der Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser;
- die MwSt;
- der Gesamtbetrag der zu zahlenden Rechnung;
- im Falle einer Tarifänderung während des durch die Rechnung gedeckten Zeitraums wird in der Rechnung jeder betroffene Verbrauchszeitraum je Tarif einzeln angegeben;
- das Datum der Rechnung und das äußerste Zahlungsdatum;
- nähere Angaben zum Kundendienst des Versorgers;
- die Identifizierung der kollektiven Klärstation, die gegebenenfalls das Abwasser behandelt.

In der Rechnung werden die verschiedenen Elemente des TKV und des TKAR gemäß deren Definition deutlich angegeben.

**Art. R. 270bis - 9 - Entschädigung des Versorgers für die Einziehung des TKAR**

Für die Einziehung des TKAR entschädigt die "Société publique de Gestion de l'Eau" den Versorger durch einen Betrag von 2,50 Euro für jeden in Betrieb stehenden Zähler. Dieser Betrag kann mindestens alle fünf Jahre durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, auf der Grundlage von durch Aquawal und die "Société publique de Gestion de l'Eau" formulierten Vorschlägen revidiert werden.

*Abschnitt 5 — Modalitäten in Bezug auf die Zahlung und die Eintreibung der Rechnungen*

**Art. R. 270bis - 10 - Dem Verbraucher zustehende Zahlungsart und -frist**

Die in Anwendung der Artikel D.194 bis D.209, D.228 bis D.233, D.417 und D.418, 6° und 7° des Wassergesetzbuches und der vorliegenden Artikel geschuldeten Summen sind auf dem Einnahmeamt des Versorgers zahlbar oder können auf das Konto der durch ihn angegebenen Finanzeinrichtung überwiesen werden.

Das äußerste Zahlungsdatum ist auf der Rechnung nach der Angabe äzu zahlen vor dem ..." angegeben. Dieser äußerste Zahlungstermin wird mindestens fünfzehn Kalendertage später als das Versanddatum der Rechnung festgesetzt.

**Art. R. 270bis - 11 - Mahnung**

Falls keine Zahlung innerhalb der in Artikel R.270bis-10 vorgeschriebenen Frist erfolgt ist, schickt der Versorger dem säumigen Benutzer oder Abnehmer ein Mahnungsschreiben zu.

Das Mahnungsschreiben darf erst ab dem dreißigsten Kalendertag nach dem Versanddatum der Rechnung zugeschickt werden.

In der Mahnung wird eine neue Zahlungsfrist festgesetzt, die mindestens zehn Kalendertage ab dem Datum der Ausstellung der Mahnung betragen wird.

Die zur Last des Benutzers oder des Abnehmers gehenden Mahnungskosten betragen vier Euro.

**Art. R. 270bis - 12 - Inverzugsetzung**

Falls die Rechnung bei Ablauf der neuen, in Artikel R.270bis-11 festgesetzten Frist nicht beglichen worden ist, schickt der Versorger ein Inverzugsetzungsschreiben, in dem eine letzte Zahlungsfrist von fünf Kalendertagen festgesetzt wird. Der Betrag der unbezahlten Rechnung wird um die durch das Inverzugsetzungsverfahren verursachten Kosten erhöht. Diese Kosten enthalten höchstens die Mahnungskosten, die gegebenenfalls um die Kosten für den Einschreibebrief erhöht werden.

**Art. R. 270bis - 13 - Nichtzahlung**

Bei Nichtzahlung innerhalb der in der Inverzugsetzung festgesetzten Frist können die geschuldeten Beträge von Rechts wegen um die gesetzlichen Zinsen pro Verzugsmonat bei Ablauf der gesetzten Frist erhöht werden, wobei jeder angefangene Monat als voller Monat gezählt wird.

**Art. R. 270bis - 14 - Beschwerden**

Um zulässig zu sein, muss jede Beschwerde schriftlich innerhalb von fünfzehn Kalendertagen nach dem Versanddatum der Rechnung eingereicht werden. Sie setzt die Verpflichtung, die geforderten Summen zu zahlen, nicht aus.

Jede beliebige zu Gunsten des Versorgers getätigte Zahlung wirft keine Zinsen ab und setzt die Zahlung der unter welcher Bezeichnung auch immer geschuldeten oder geforderten Summen nicht aus.

Wird die Richtigkeit der Beschwerde anerkannt, so verfügt der Versorger über fünfzehn Kalendertage, um dem Benutzer die geschuldeten Beträge zurückzuzahlen.

**Art. R. 270bis - 15 -** Durch Dritte getätigte Zahlungen

Falls Zahlungen durch Dritte getätigt werden, so wird davon ausgegangen, dass sie für Rechnung und zur Entlastung des Benutzers oder des Abnehmers getätigt worden sind.

**Art. R. 270bis - 16 -** Bürgschaft

Die durch den Versorger aufgrund des letzten Absatzes des Artikels D.232 des Wassergesetzbuches erforderte Bürgschaft wird in Form der Bareinzahlung einer Summe, die höchstens dem Betrag des Verbrauchs eines halben Jahres entspricht, getätigt. Bei der Einstellung der Versorgung wird diese Summe eventuell nach Abzug der geschuldeten Summen zurückgezahlt.

Bei einem an Hydranten angeschlossenen Zähler kann die im vorigen Absatz vorgesehene Bürgschaft um eine durch den Versorger bestimmte Pauschalsumme erhöht werden, die dazu bestimmt ist, die Kosten des Materials und das Risiko der Beschädigung der Wasserversorgungsanlagen zu decken.

#### Abschnitt 6 — Schutz der Anlagen

**Art. R. 270bis - 17 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, setzt die technische Bestimmungen fest, die insbesondere die Normen zum Schutz der Anlagen, die Zählerkästen, das Standardschema des Anschlusses betreffen.

Man wird diese Bestimmungen in eine für die Abnehmer und die Benutzer bestimmte allgemeine Regelung zur Wasserversorgung in der Wallonischen Region integrieren können. Diese Regelung wird durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, festgesetzt.

#### Abschnitt 7 — Indexierung

**Art. R. 270bis - 18 -** Die in den Artikeln R.270bis-4, R.270bis-9 (was die Entschädigung für die Einziehung des TKAR betrifft) und R.270bis-11 des vorliegenden Kapitels vorgesehenen Beträge werden jährlich am 1. Januar auf der Grundlage der Entwicklung des Indexes der Verbraucherpreise angepasst, dies unter Bezugnahme des am 1. September geltenden Gesundheitsindex.»

**Art. 2 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft mit Ausnahme des in Artikel 1 vorgesehenen Artikels R.270bis-8, der am 1. Januar 2006 in Kraft tritt.

**Art. 3 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juli 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2044

[2005/202130]

**14 JULI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende het Waterwetboek wat de voorwaarden van de openbare waterdistributie in het Waalse Gewest aangaat**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waterwetboek, inzonderheid op de artikelen D. 194 tot D. 209 en D. 228 tot D. 233 betreffende de algemene voorwaarden van de openbare waterdistributie in Wallonië, alsook de tarifiering en facturatie van het water;

Gelet op het advies van het Comité voor watercontrole, gegeven op 11 mei 2004;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van water tegen verontreiniging, gegeven op 18 april 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 6 mei 2004;

Gelet op het advies van de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer), gegeven op 18 mei 2004;

Gelet op het advies van de "s.a. Aquawal", gegeven op 4 mei 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 juni 2004;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Titel I van deel III van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, bevattende het Waterwetboek en gecoördineerd op 3 maart 2005, wordt aangevuld met een hoofdstuk IVbis. Dat hoofdstuk heeft het opschrift "Voorwaarden voor de openbare waterdistributie in het Waalse Gewest" en bevat de artikelen R. 270bis tot R. 270bis-18, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IVbis. — Voorwaarden voor de openbare waterdistributie in het Waalse Gewest

#### Afdeling 1 — Toepassingsgebied

**Art. R. 270bis.** Dit hoofdstuk bepaalt de juridische relatie tussen de verdeler, enerzijds, en de abonnee en de gebruiker, anderzijds, alsook de voorwaarden betreffende de openbare opdracht van de verdeler.

*Afdeling 2 — Voorwaarden voor de aanleg van de aansluiting en vervalsing van de zegels*

**Art. R. 270bis** - 1. Het tracé van elke nieuwe aansluiting wordt loodrecht boven de wegas op het openbare domein, het privé-domein alsook op privé-gronden uitgevoerd. In geval van belangrijke technische moeilijkheden of buitensporige kosten bij de plaatsing of vervanging van de aansluiting, kan de verdeler, in overeenstemming met de abonnee, de werken volgens een ander tracé uitvoeren.

De aansluiting kan van een wegkraan voorzien worden. De meter in het gebouw bevindt zich naast de gevelmuur, zo dicht mogelijk bij de weg.

De meter wordt geplaatst zodat de toegang, de indexmeting, het toezicht, de regelmatige werking, vervangingen en herstellingen vergemakkelijkt worden.

De meter wordt in een lokaal van het gebouw geplaatst. Als geen enkel lokaal in het gebouw voldoet aan bovenbedoelde voorwaarden of als het gebouw op meer dan 20 meter van het openbaar domein ligt, wordt de meter in een daartoe bestemde kast geplaatst. In geval van behoorlijk verantwoorde technische omstandigheden kan de verdeler van dit principe afwijken op basis van een overeenkomst met de abonnee.

De plaatsing van afzonderlijke meters in een gebouw vereist de terbeschikkingstelling van één enkel technisch lokaal.

**Art. R.270bis** - 2. De verdeler bepaalt het type en het kaliber van de meter naargelang van de behoeften van de abonnee of van de verbruiker, alsook de technische voorschriften.

**Art. R. 270bis** - 3. Als de abonnee een brandbluswatervoorziening aanvraagt, voorziet de verdeler in een dubbele aansluiting: de eerste voor menselijk verbruik, de tweede uitsluitend voor het blussen. Wat de tweede aansluiting betreft, worden de door de gewestelijke bevoegde brandweerdienst aangevraagde capaciteit en druk niet door de verdeler gewaarborgd.

**Art. R.270bis** - 4. Vervalsing van de zegels

Bij vervalsing van de zegels betaalt de abonnee of de verbruiker, behalve eventueel frauduleus verbruik, een forfaitaire vergoeding van 100 euro, onverminderd eventuele gerechtelijke vervolgingen. De verdeler wijst de abonnee of de verbruiker op de mogelijkheid verantwoordelijk af te leggen.

Als de vervalsing niet te wijten is aan een opzettelijke daad of een nalatigheid van de abonnee of de verbruiker, wordt de forfaitaire vergoeding niet toegepast.

*Afdeling 3 — Verandering van abonnee*

**Art. R. 270bis** - 5. Bij verandering van abonnee van het aangesloten gebouw dienen de voormalige en de nieuwe houder van zakelijke rechten :

- de verdeler te verwittigen binnen acht kalenderdagen na de datum van de notariële verkoopakte;
- de index(en) gelijktijdig mee te delen op grond van een procedure op tegenspraak of terzelfder tijd een meting door een personeelslid van de verdeler aan te vragen.

Indien aan deze voorwaarden niet kan worden voldaan, worden de voormalige en de nieuwe houder van zakelijke rechten hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot de betaling van alle sommen verschuldigd sinds de laatste indexmeting waarvoor een factuur werd opgemaakt.

*Afdeling 4 — Openbare distributie*

**Art. R.270bis** - 6. Voorwaarden voor een regelmatige voorziening.

De verdeler garandeert een statische druk van 2 tot 10 bar op de meter, behalve afwijkingen en geïsoleerde gevallen.

De verdeler garandeert een minimaal meterdebit van 300 liter/uur als het net onder gewone omstandigheden geëxploiteerd wordt, behalve als de verdeler een maatregel treft overeenkomstig de artikelen R. 314, tweede lid, en R. 320, § 4, van het Waterwetboek betreffende het Sociaal waterfonds in het Waalse Gewest.

Als de dienstverlening langer dan acht opeenvolgende uren onderbroken wordt, waarbij de uren tussen 22 uur en 6 uur 's morgens niet meegerekend worden, maakt de verdeler gebruik van alternatieve voorzieningsmiddelen.

De verdeler stelt vóór eind 2006 een lijst op van de aansluitingen die niet aan de voorwaarden van een regelmatige voorziening voldoen.

Hij stelt een programma op grond waarvan al die aansluitingen aan bovenbedoelde voorwaarden moeten kunnen voldoen. Hij zorgt ervoor dat het programma zo spoedig mogelijk uitgevoerd wordt. Hij bepaalt er de uitvoeringskalender van.

De lijst van de aansluitingen die niet voldoen aan de voorwaarden voor een regelmatige voorziening en het programma op grond waarvan de aansluitingen zullen voldoen aan bovenbedoelde voorwaarden worden vóór eind 2006 overgemaakt aan het comité voor watercontrole. Dat comité brengt vóór 31 maart 2007 verslag uit aan de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is.

De aansluitingen worden vóór 31 december 2015 conform gemaakt. Op grond van een behoorlijk gemotiveerde aanvraag kan de voor het waterbeleid bevoegde Minister, na advies van de administratie en het comité voor watercontrole, een bijkomende termijn van vijf jaar toekennen. Deze afwijking kan één keer hernieuwd worden.

**Art. R. 270bis** - 7. Onderbreking van de dienstverlening - Bijzondere bepalingen

De dienstverlening wordt onderbroken door sluiting van de wegkraan, door sluiting en verzegeling van de kraan vóór de meter of door de wateraansluiting langs de openbare weg te stoppen.

Als de distributie wordt onderbroken door het toedoen of de schuld van de verbruiker of de abonnee, wordt ze op zijn verzoek en zijn kosten hersteld op voorwaarde dat hij al zijn verplichtingen jegens de verdeler is nagekomen, onverminderd het recht op distributie voor een nieuwe gebruiker.

**Art. R 270bis** - 8. Overlegging van de factuur

De jaarlijkse regularisatiefactuur vermeldt hoe dan ook :

- de naam en het adres van de bestemming;
- de plaats van levering;
- een historiek van het verbruik, met een histogram van het verbruik (minimum drie jaar);
- het nummer van de meter;
- de verbruiksperiode;
- de voormalige en de nieuwe index;

- de berekening van het bedrag op de factuur, die duidelijk melding maakt van minstens de volgende gegevens :
- de retributie;
- de verbruiksprijs, met de uitvoerige tariefstructuur;
- de bedragen van de C.V.D. (reële kostprijs van de distributie) en C.V.A. (reële kostprijs van de sanering);
- het bedrag van de bijdrage in het Sociaal Waterfonds;
- de BTW;
- het totaalbedrag van de te vereffenen factuur;
- bij tarifieringswijziging tijdens de verbruiksperiode waarop de factuur betrekking heeft, vermeldt de factuur per tarief elke bedoelde verbruiksperiode apart;
- de factuurdatum en de uiterste betaaldatum;
- de personalia van de klantendienst van de verdeler;
- de identificatie van het collectieve zuiveringsstation dat desgevallend afvalwater behandelt.

De factuur maakt duidelijk melding van de verschillende elementen van de C.V.D. en van de C.V.A., overeenkomstig de definitie ervan.

**Art. R. 270bis** - 9. Vergoeding van de verdeler voor de inning van de C.V.A.

Voor de inning van de C.V.A. wordt de verdeler door de "Société publique de gestion de l'eau" vergoed tegen een forfaitair bedrag van 2,50 euro per meter in dienst. De Minister die voor het waterbeleid bevoegd is kan dat bedrag minstens om de vijf jaar herzien op grond van voorstellen geformuleerd door "Aquawal" en de "Société publique de gestion de l'eau".

#### *Afdeling 5 — Betalingsmodaliteiten en invordering van de facturen*

**Art. R. 270bis** - 10. Betalingswijze en -termijn voor de verbruikers

De bedragen verschuldigd overeenkomstig de artikelen D. 194 tot D. 209, D. 228 tot D. 233, D. 417 en D. 418, 6° en 7°, van het Waterwetboek en de huidige artikelen worden betaald aan het ontvangkantoor van de verdeler of op de rekening van de door hem aangewezen financiële instelling.

De uiterste betaaldatum staat op de factuur na de melding "te betalen vóór...".

Deze datum valt minstens vijftien kalenderdagen na de datum waarop de factuur is verzonden.

**Art. R. 270bis** - 11. Rappel

Bij niet betaling binnen de bij artikel R. 270bis-10 bepaalde termijn, stuurt de verdeler een rappelbrief aan de in gebreke gebleven verbruiker of abonnee.

De rappelbrief wordt pas op de dertigste kalenderdag na de verzenddatum van de factuur opgestuurd.

Die brief bevat een betalingstermijn van minstens tien kalenderdagen, te rekenen van de datum van verzending van de rappelbrief.

De rappelkosten ten laste van de verbruiker of de abonnee bedragen vier euro.

**Art. R. 270bis** - 12. Aanmaning

In geval van niet betaling van de factuur na het verstrijken van de nieuwe termijn bepaald bij artikel R. 270bis-11, stuurt de verdeler een aanmaning waarin een laatste betalingstermijn van vijf kalenderdagen vastligt. Het bedrag van de onbetaalde factuur wordt verhoogd met de kosten van de aanmaningsprocedure. Deze kosten bedragen hoogstens de rappelkosten, in voorkomend geval verhoogd met de kosten van de aangetekende zending.

**Art. R. 270bis** - 13. Niet-betaling

Bij niet-betaling binnen de in de aanmaning bedoelde termijn, kunnen de verschuldigde sommen van rechtswege met de wettelijke interesten verhoogd worden per maand vertraging na het verstrijken van de vastgelegde termijn, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand gerekend wordt.

**Art. R. 270bis** - 14. Klachten

Om ontvankelijk te zijn wordt elke klacht schriftelijk opgestuurd binnen vijftien kalenderdagen na de datum van verzending van de factuur. De verplichting tot betaling van de verschuldigde bedragen wordt daardoor evenwel niet opgeschort.

Stortingen ten bate van de verdeler zijn niet rentedragend en hebben ook geen opschortende werking op de betaling van de in eender welk opzicht verschuldigde of opgeëiste bedragen.

Indien de gegrondheid van de klacht erkend wordt, beschikt de verdeler over vijftien kalenderdagen om de verschuldigde bedragen terug te betalen aan de verbruiker.

**Art. R. 270bis** - 15. Betaling door derden

Betalingen door derden worden geacht verricht te worden voor rekening en ter ontlasting van de verbruiker of de abonnee.

**Art. R. 270bis** - 16. Garantie

De garantie die de verdeler krachtens artikel D.232, laatste lid, van het Waterwetboek aanvraagt, kan verkregen worden door het storten in contant van een bedrag gelijk aan hoogstens het bedrag van één semester verbruik. Bij stopzetting van de distributie wordt dat bedrag terugbetaald mits eventuele aftrek van de verschuldigde bedragen.

Als de meter op hydranten aangesloten wordt, kan de in de vorige paragraaf bedoelde garantie verhoogd worden met een door de verdeler bepaald forfaitair bedrag ter dekking van de materiële kosten en de risico's van beschadiging van de waterdistributieinstallaties.

#### *Afdeling 6 — Bescherming van de installaties*

**Art. R. 270bis** - 17. De Minister die bevoegd voor het waterbeleid is legt de technische bepalingen vast die met name de bescherming van de installaties, de meterkasten en het standaardschema van de aansluiting betreffen.

Deze bepalingen kunnen opgenomen worden in een algemeen reglement voor waterdistributie in het Waalse Gewest voor de abonnees en de gebruikers. Dat reglement wordt vastgelegd door de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is.



*Afdeling 7 — Indexering*

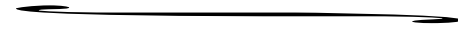
**Art. R. 270bis - 18.** De bedragen bedoeld in de artikelen R. 270bis-4, R. 270bis-9 (wat betreft de vergoeding i.v.m. de inning van de C.V.A.) en R. 270bis-11 van dit hoofdstuk worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd op grond van de evolutie van de prijzenindex, met verwijzing naar de gezondheidsindex van toepassing op 1 september 2005. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel R. 270bis-8 bedoeld in artikel 1, dat op 1 januari 2006 in werking treedt.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 juli 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN



## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2045

[2005/202116]

**14 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Code de l'eau, établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du 3 mars 2005 relatif au livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, notamment l'article D.228;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2004;

Vu l'avis du Comité de contrôle de l'eau du 31 janvier 2004;

Vu l'avis de la Commission consultative des eaux du 28 janvier 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 24 janvier 2005;

Vu l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau du 9 février 2005;

Vu l'avis d'Aquawal du 2 février 2005;

Vu la proposition du Comité de direction de la Société publique de Gestion de l'Eau du 8 octobre 2004;

Considérant le contrat de gestion avenant le 29 février 2000 entre le Gouvernement wallon et la Société publique de Gestion de l'Eau;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 juin 2005 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est inséré dans le titre II de la partie III de la partie réglementaire du livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, coordonné le 3 mars 2005, un chapitre I<sup>er bis</sup> intitulé "Plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne" et comprenant les articles R. 308bis à R. 308bis - 34, rédigé comme suit :

CHAPITRE I<sup>er bis</sup>. — *Plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région wallonne**Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Art. R. 308bis -** Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

- Code de l'eau : livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau, coordonné le 3 mars 2005;
- producteur : titulaire d'une ou plusieurs prises d'eau en Région wallonne;
- règles d'évaluation : règles qui président aux évaluations dans l'inventaire prévu à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises et, notamment, aux constitutions et ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques et charges ainsi qu'aux réévaluations;
- arrêté royal du 30 janvier 2001 : arrêté royal portant exécution du Code des sociétés;
- réseau de distribution : ensemble d'installations de distribution d'eau dont les limites géographiques sont assimilées au maximum à un et un seul sous-bassin;
- chiffre d'affaires : montant des ventes et des prestations de services à des tiers, relevant de l'activité habituelle de la société, déduction faite des réductions commerciales sur ventes (remises, ristournes et rabais);
- investissements d'exploitation : actifs immobilisés propres à chaque activité et ne comprenant pas les actifs affectés aux services fonctionnels généralement communs aux activités de production et de distribution;
- personnel d'exploitation : personnel affecté à l'exploitation par opposition au personnel des services fonctionnels travaillant pour les activités de production et de distribution;
- service communal : service communal responsable de la production et/ou de la distribution de l'eau et à gestion intégrée au sein de la commune;
- nouvelle comptabilité communale : arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;
- unité de production : ensemble d'ouvrages qui appartiennent à un même cycle de production, qui regroupe pour une même zone de site(s) de captage(s) les différentes phases de protection des captages, prise d'eau, traitement de l'eau, première mise en pression, ouvrage de stockages et autres éléments (conduites d'adduction internes,...);
- ligne de transport : ensemble d'ouvrages comprenant les conduites d'adduction et autres éléments de transport (station de surpression, château d'eau,...) - y compris les éléments de sécurisation du réseau d'adduction.